



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°166 22 JUILLET 2019

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LANCEMENT  
OPERATIONNEL  
DE LA ZONE DE  
LIBRE-ECHANGE  
CONTINENTALE  
AFRICAINNE

BURKINA FASO :  
BILAN  
ECONOMIQUE  
DES ENTREPRISES  
PUBLIQUES

KENYA :  
CLOTURE  
FINANCIERE DU  
PROJET SOLAIRE  
DE MALINDI

SENEGAL : LE PAYS  
CLASSE PARMI LES  
« PAYS A REVENU  
INTERMEDIAIRE »

TANZANIE :  
PROJET DE  
CONSTRUCTION  
D'UNE CENTRALE  
EOLIENNE

ETHIOPIE :  
INAUGURATION  
DU VOL ADDIS-  
ABEBA –  
MARSEILLE

GUINEE : LE RAPPORT  
D'ITIE SOULIGNE DES  
PROGRES EN MATIERE  
GOUVERNANCE MINIERE

NIGER : LE PAYS  
ACCORDE 5 PERMIS  
DE RECHERCHE  
MINIERE DANS LE  
NORD

MADAGASCAR :  
PROTOCOLE D'ACCORD  
POUR LA  
CONSTRUCTION DE  
TROIS CENTRALES  
SOLAIRES DE 15 MW



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ CEMAC : Le FMI demande aux États d'adapter leurs codes miniers et pétroliers à la nouvelle réglementation des changes

Selon la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, les codes pétroliers et miniers des Etats de la Cemac prévoient des dispositions contraires à la réglementation des changes. Les entreprises minières et pétrolières détiennent des conventions avec les Etats qui les exemptent de l'obligation de rapatriement de leurs recettes en devises. Le FMI, dans son rapport sur la région approuvé en CA le 24 juin dernier recommande aux 6 Etats d'adapter leurs différents codes miniers et pétroliers à ladite réglementation.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ 55<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etats et de gouvernements de la CEDEAO

Les Chefs d'Etat ont souligné, lors de cette session du 29 juin 2019, la bonne tenue de l'activité économique de la région, avec une croissance de 3,1% en 2018 (contre 2,4% en 2017), et qui devrait s'établir à 3,4% en 2019. Concernant la monnaie unique, la Conférence a adopté le régime de change flexible assorti d'un cadre de politique monétaire axé sur le ciblage de l'inflation et le système fédéral pour la Banque Centrale. Les Chefs d'Etat ont enfin (i) marqué leur soutien à la candidature du Ghana pour abriter le siège du Secrétariat de la ZLECAf, (ii) élu le Chef d'Etat Nigérien comme Président de la Conférence pour un mandat d'un an. La prochaine session se tiendra le 21 décembre 2019 à Abuja.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Réunion des ministres des Mines sur le projet de code minier communautaire « révisé » de l'UEMOA

Les ministres des Mines se sont réunis dans la capitale Burkinabè le 29 juin dernier, en vue de la validation du projet de Code minier communautaire « révisé » de l'UEMOA. Le code minier communautaire a initialement été adopté en 2003 et sa révision vise essentiellement à renforcer l'harmonisation de la fiscalité minière dans l'Union et à appliquer des politiques douanières communes à tous les Etats membres concernant le secteur minier. Parmi les amendements clés, la suppression du paiement du droit de douane au taux de 5% correspondant à la catégorie 1 du Tarif extérieur commun (TEC) en phase de recherche. Les ministres ont enfin approuvé le règlement portant adoption de ce Code « révisé ».

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie/Sénégal : Kosmos annonce une nouvelle découverte de gaz à la frontière maritime entre les 2 pays**

Le groupe américain Kosmos Energy a annoncé, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, la découverte d'un nouveau réservoir de gaz naturel dans la concession de Grand Tortue (GTA). Le nouveau réservoir est logé dans le puits GTA-1. Le rapport d'après-forage indique que le réservoir est long d'environ 30 m et possède de bonnes qualités pétro-physiques. Cette découverte qui s'inscrit dans un nouveau programme de développement du site, conduira au forage du puits d'évaluation Yakaar-2 au Sénégal et du puits d'exploration Orca-1 en Mauritanie. Le PDG de Kosmos évoque une production possible de 10 Mt de gaz naturel liquéfié par an et le premier gaz serait livré au cours du 1<sup>er</sup> semestre de 2022.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Classement 2019 du cabinet Mercer sur le coût de la vie**

Le cabinet américain Mercer vient de publier son classement 2019 des villes les plus chères au monde pour les expatriés (209 villes classés parmi lesquelles 42 villes africaines). Ce classement tient compte de plusieurs critères, dont le coût du logement, du transport, de l'alimentation, de l'habillement, des articles ménagers ou encore du divertissement. N'Djamena, Kinshasa et Libreville sont les villes les plus chères du continent. Tunis reste la ville la moins chère en Afrique et dans le monde sur les 2 dernières années. Pour finir, Abidjan se classe 6<sup>ème</sup> en Afrique (30<sup>ème</sup> au niveau mondial), Dakar 13<sup>ème</sup>, Conakry 15<sup>ème</sup>, Bamako 17<sup>ème</sup>, Cotonou 18<sup>ème</sup>, Lomé et Ouagadougou 19<sup>ème</sup>, Niamey 20<sup>ème</sup>, Nouakchott 33<sup>ème</sup> et enfin, Banjul 36<sup>ème</sup>.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Lancement opérationnel de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)**

Le 7 juillet 2019, à l'occasion du sommet extraordinaire de l'Union Africaine à Niamey, la phase opérationnelle de la ZLECAf a été lancée suite à l'adoption des cinq instruments qui la régissent : (i) les règles d'origine, (ii) les offres tarifaires en ligne, (iii) le suivi et l'élimination des barrières non tarifaires, (iv) le système de paiement numérique et (v) l'Observatoire africain du commerce. Le Ghana a également été désigné pour accueillir le siège du futur secrétariat de la ZLECAf. Avec les signatures – très attendues – du Nigéria et du Bénin, l'accord compte désormais 54 États africains signataires (seule l'Érythrée n'est pas signataire), dont 27 l'ont déjà ratifié.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Burkina Faso : bilan économique des entreprises publiques

Les 21 entreprises à capitaux publics (EPE) ont présenté leur bilan économique et financier 2018 lors de la 27<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des sociétés d'État, les 28-29 juin 2019. Le chiffre d'affaires global de ces 21 EPE (19 Sociétés d'Etat et 2 établissements de prévoyance sociale) est passé de 1,7 Md EUR en 2017 à 1,9 Md EUR en 2018 (hausse annuelle de 12,9%). 6 entreprises sont apparues déficitaires avec un déficit cumulé de 3,5 M EUR, contre 2 sociétés en 2017 avec un déficit d'environ 1,1 M EUR. L'effectif total de ces entreprises est passé de 7 219 agents en 2017 à 7 700 agents en 2018 et les charges de personnel se sont élevées à 7,8 M EUR : en tête de liste, la Sonabel (électricité), l'Onea (eau) et la Poste BF.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : prévisions budgétaires pour les 3 prochaines années

A l'occasion des débats d'orientation budgétaire, le ministre du Budget a présenté les perspectives à moyen terme des principaux agrégats budgétaires de l'Etat (PIB, recettes fiscales et dépenses sur 2020-2022). Ainsi, il a indiqué : (i) une croissance du PIB de 6% pour l'année 2020 et 2021 et 6,9% en 2022 ; (ii) une inflation de 9,6% en 2020, 9,3% en 2021 et 9,1% en 2022 ; (iii) une hausse moyenne de 16% par an des recettes fiscales qui devrait porter la pression fiscale à 13,9% en 2022 ; (iv) une progression continue des dépenses d'investissement qui devraient représenter 7,2% du PIB en 2022 (contre 6,3% attendu en 2020). Le déficit budgétaire global annuel est prévu à 2,4% du PIB en 2020, 2,5% en 2021 et 2,2% en 2022.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : adoption d'une loi de finances rectificative qui consacre une hausse de 5% du budget initial

Le 29 juin 2019, l'Assemblée nationale du Niger a adopté une loi de finances rectificative portant le budget de l'Etat à 2 157,3 Mds FCFA (3,3 Mds EUR), soit une hausse de 5,2% par rapport à la programmation initiale. D'après le rapport de la commission des finances, les recettes générales ont été révisées à la hausse pour prendre en compte les ressources additionnelles d'un montant de 106,5 Mds FCFA (162,3 M EUR) provenant des ressources internes d'un montant de 4,2 Mds FCFA (6,3 M EUR) représentant des dividendes de la BCEAO et des ressources externes d'un montant de 102,3 Mds FCFA (156 M EUR).

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : le FMI approuve le décaissement de 47 M USD au titre de la FEC

Le Conseil d'administration du FMI a adopté la 4<sup>ème</sup> revue du programme économique et financier du Niger appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC) le 26 juin dernier. L'achèvement de la revue permet de décaisser environ 47 M USD. Le Fonds souligne que les finances publiques du pays se sont renforcées et que les autorités restent déterminées à respecter les critères de convergence budgétaire de l'UEMOA. Ce nouveau décaissement porte à 125,4 M USD, le montant total des décaissements effectués dans le cadre de la FEC de 134,04 M USD accordé au pays en 2017. Prévu pour prendre fin cette année, celui-ci a été prolongé jusqu'en avril 2020 avec à la clé, un rééchelonnement des versements.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : adoption de la loi de finances rectificative (LFR) 2019

Le projet de LFR 2019 a été adopté le 30 juin dernier. Le nouveau budget s'élève à 6,1 Mds EUR contre 6,2 Mds EUR (baisse de 2% par rapport à la LFI). Cette modification est principalement due à la révision à la baisse des projections de recettes fiscales (-3,9%), de dons (-28,9%) et d'emprunts (-16,5%). L'investissement public est réduit de 7%, à 2 Mds EUR, quand le service de la dette augmenterait de 3,8% par rapport à la LFI. L'objectif de déficit est maintenu à 3% conformément à l'objectif UEMOA. Les enjeux de la LFR 2019 s'articulent autour de la mobilisation des ressources domestiques par la modernisation de l'administration douanière et par l'instauration de nouvelles mesures fiscales.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : le pays classé parmi les « pays à revenu intermédiaire »

Classé auparavant parmi les 34 pays à faible revenu, le Sénégal vient d'intégrer le groupe des « pays à revenu intermédiaire », selon un rapport de la Banque mondiale, rendu public le 1<sup>er</sup> juillet 2019. Le Sénégal se placerait parmi les pays ayant un revenu national brut (RNB) par tête compris entre 1 026 USD et 3 995 USD. Selon le rapport, le RNB par habitant du Sénégal serait estimé à 1 410 USD au titre de l'année 2018. Ce changement s'explique par la croissance récente de l'année de base des comptes nationaux pour le calcul de son PIB qui a été publié en 2018. Conformément à ses procédures, la Banque mondiale ne pouvait pas procéder à l'actualisation de la classification avant le 1<sup>er</sup> juillet.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : adoption de la 4<sup>ème</sup> revue du programme FMI

Le Conseil d'administration du FMI a adopté le 26 juin 2019 la 4<sup>ème</sup> revue du programme FMI soutenu par la FEC 2017-2019 et marqué son accord pour le décaissement de la 5<sup>ème</sup> tranche (environ 35 M USD) en faveur du pays. Le Fonds a approuvé la demande de dérogation formulée par le pays vis-à-vis du non-respect, en 2018, du critère portant sur le solde de financement intérieur net. Il a également accepté de « desserrer » quelque peu les contraintes budgétaires sur 2019 pour permettre des dépenses sécuritaires. Globalement, le FMI a souligné une reprise de l'activité économique en 2018, après le ralentissement de la observé en 2017. Il a enfin invité l'Etat à accélérer sur le dossier de privatisation des 2 banques publiques en difficulté.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Revalorisation des salaires des fonctionnaires ougandais dans les secteurs hospitalier et judiciaire

La revalorisation annoncée par le gouvernement s'inscrit dans la trajectoire de revalorisation initiée en 2017 en réponse aux grèves qui avaient été largement suivies par les personnels hospitaliers. Le poste « traitements et salaires des fonctionnaires » augmente de 6 % (vs 30 % pour l'ensemble du budget), et représente 14 % du budget 2019/20. D'autres mesures (déjà prises en compte dans le budget) devraient être étayées au cours de l'année budgétaire, telles que la revalorisation des salaires des agents du secteur de l'éducation.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : Appréciation de 10 % de la livre soudanaise depuis l'annonce d'un accord de sortie de crise

Les généraux du Conseil militaire au pouvoir et l'Alliance pour la liberté et le changement, actuellement dans l'opposition, ont trouvé un accord sur la transition le 5 juillet 2019, prévoyant des élections d'ici trois ans. Suite à cette annonce, la livre soudanaise s'est appréciée de 10 % et se négociait le 7 juillet 2019 à 65 pour un euro. Pour rappel, depuis le début des manifestations déclenchées par l'augmentation des prix le 19 décembre 2018, et conduisant à la destitution du président, l'économie soudanaise est en berne. Les exportations auraient diminué de 43 % au premier semestre 2019 et la pénurie de matières premières aurait causé la faillite de nombreuses entreprises industrielles.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan : Renforcement de l'aide humanitaire pour le Darfour par l'OMS et l'UNICEF**

La crise économique actuelle, aggravée par l'incertitude politique, a conduit à une pénurie de médicaments dans le pays. En réponse à l'aggravation de la situation sanitaire, le porte-parole des Nations unies, M. Dujarric, a annoncé le 2 juillet 2019 le renforcement de l'aide de l'UNICEF et de l'OMS pour le Darfour. L'OMS va ainsi fournir des équipements de santé pour 150 000 malades dans le nord du Darfour et soutenir quatre hôpitaux ruraux supplémentaires dans les villes d'El Fasher et de Kutum.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENT

---

### ▼ Burkina Faso : phase III des travaux d'assainissement collectif de la capitale

Dans le cadre du Projet de développement durable de la ville d'Ouagadougou (PDDO), l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA) a procédé au lancement de la phase III des travaux d'assainissement collectif de la ville d'Ouagadougou le 25 juin 2019. Ces travaux, financés par l'Agence française de développement (AFD), visent à améliorer l'accès des populations urbaines aux services d'assainissement. D'un coût total de 3,5 Mds FCFA (5,3 M EUR), les travaux s'étaleront sur 19 mois et permettront de collecter et traiter plus de 79 000 m<sup>3</sup>/jour d'eaux usées de 2 098 ménages de la ville d'Ouagadougou.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : une nouvelle route pour désenclaver le « grenier » du pays dans l'ouest

Après 24 mois de travaux exécutés par l'entreprise tunisienne Souroubat, le Président du Burkina Faso a inauguré, le 26 juin 2019, la route nationale N°10 allant de Dédougou à Tougan, dans le nord-ouest du pays. D'une longueur de 91 km, cette route a été financée à plus de 29 Mds FCFA (44 M EUR) par la Banque islamique de développement (BID) et l'Etat burkinabè. Cette infrastructure - qui était très attendue par les ressortissants de la province du Sourou et du Nayala - va notamment permettre d'améliorer la sécurité routière et de faciliter les échanges socio-économiques dans cette région considérée comme le « grenier » du pays.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cap-Vert : signature d'un accord de 470 M USD avec la BAfD et le Portugal

A l'occasion du Forum d'investissement pour le Cap-Vert qui s'est tenu sur l'île de Sal le 3 juillet dernier, le Cap-Vert a signé un accord avec le Portugal et la Banque africaine de développement (BAfD) pour financer des projets dans les énergies renouvelables, l'agroalimentaire, le tourisme et la pêche. Le montant total de l'accord de financement s'élève à 470 M USD.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)



▼ Côte d'Ivoire : financements de la Banque mondiale (BM) pour le transport urbain et l'alimentation en eau potable

La BM a approuvé 2 financements (sous forme de prêts) de projets en Côte d'Ivoire. Le premier, de 266 M EUR, s'inscrit dans le cadre du Projet de mobilité urbaine d'Abidjan et permettra la construction d'une ligne de Bus à Haut niveau de Service. Le 2<sup>ème</sup> financement de 133 M EUR, est prévu pour la phase deux du Projet de renforcement de l'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu urbain. L'objectif de ce dernier projet est de permettre à environ 1,2 millions de personnes dans 12 villes secondaires du pays d'avoir accès à des services améliorés d'eau potable et à 90 000 élèves d'avoir accès à l'assainissement et à l'hygiène dans leurs écoles.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : lancement des travaux de réhabilitation de la décharge d'Akouédo

Le 4 juillet, le Premier ministre a officiellement fermé la décharge d'Akouédo afin d'entamer des travaux de réhabilitation sur ce site. Cette décharge avait recueilli pendant près de 5 ans la plupart des déchets d'Abidjan. Les travaux, menés par l'entreprise ivoirienne PFO, en partenariat avec Véolia, permettront de transformer le site en un grand parc urbain avec des aires sportives et récréatives, ainsi qu'un centre de formation et de documentation sur l'économie circulaire et le recyclage. Pour remplacer cette décharge, un nouveau système de collecte et gestion des déchets a été mis en place dans le district, avec notamment l'ouverture du Centre de valorisation et d'enfouissement technique de Kossihouen.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

▼ Niger : inauguration d'une « voie express » reliant l'aéroport au centre-ville de Niamey

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité a présidé, le 2 juillet 2019 à Niamey, la cérémonie de mise en service d'une « voie express » reliant l'aéroport international Diori Hamani au centre-ville, en vue du 33<sup>ème</sup> sommet de l'Union africaine (UA) prévu du 4 au 8 juillet prochain à Niamey. Construit par l'entreprise française SOGEA-SATOM et long d'une dizaine de km, cet ouvrage - cofinancé par le Niger et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) à hauteur de 23 Mds FCFA (39,6 M USD) - constitue la dernière d'une série d'infrastructures réceptionnées par l'Etat nigérien en vue de l'organisation de la 33<sup>ème</sup> Conférence au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Clôture financière du projet solaire de Malindi

Le développeur *Globeleq*, détenu à 70 % par les institutions de développement britannique et norvégienne CDC et Norfund depuis 2015, a annoncé avoir atteint la clôture financière pour un projet solaire de 40 MW à Malindi, sur la côte kenyane. Cette centrale dispose d'un contrat de rachat d'électricité de 20 ans avec le distributeur national KPLC. L'entreprise initiatrice du projet, *Africa Energy Development Corporation*, reste actionnaire à 10 % de la centrale. L'investissement total, d'un montant de 69 MUSD, sera financé par de la dette à hauteur de 52 MUSD. La CDC et la DEG, filiale de la KfW dédiée au financement du secteur privé, ont participé à cette levée de dette. L'indien *Sterling and Solar* a été contracté en EPC pour réaliser la construction de la centrale, qui devrait être opérationnelle d'ici la mi-2020.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : Protocole d'accord pour la construction de trois centrales solaires de 15 MW

Un protocole d'accord a été signé le 21 juin entre le Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures (MEEH) et la société française Tryba Energy pour la construction en neuf mois de trois nouvelles centrales solaires d'une puissance totale de 15 MW. Disposant chacune d'une capacité de 5 MW, deux d'entre elles seront construites dans la région Analamanga et la troisième dans la région Vakinankaratra. Pôle énergie du groupe Atrya, Tryba Energy compte également installer dans le pays un portefeuille de 50 MW d'ici 5 ans. La capacité installée d'énergie solaire atteint actuellement 33 MW, dont 20 MW ont été construites en 2018 par la société GreenYellow, filiale du Groupe Casino.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : Projet de construction d'une centrale éolienne

Le Conseil national de gestion de l'environnement tanzanien (NEMC) a émis le certificat d'évaluation des impacts environnementaux pour le projet de construction d'une centrale éolienne. Le projet est porté par le développeur irlandais EMP (*Emerging Market Power*) en partenariat avec Vestas. Les négociations n'ont pas encore été entamées avec l'énergéticien national Tanesco pour le rachat de l'électricité. Le parc éolien, qui sera implanté à Nala Ward dans la région de Dodoma, aura une capacité de 100 MW. Le coût de sa mise en place est évalué à plus de 130 MUSD. La construction de cette centrale contribuera à l'objectif gouvernemental de multiplier la puissance électrique du pays par six d'ici 2025, de 1 602 MW actuellement à 10 000 MW.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Congo-Brazzaville : Relance des secteurs agricole et piscicole dans le Pool.

Le PARPA (Programme d'appui à la relance agricole), dont le but est d'améliorer la productivité des exploitants agricoles sur l'ensemble du territoire a officiellement été lancé à Kinkala, chef-lieu du Pool, par la Fondation Perspectives d'Avenir. Il est prévu la construction courant mois d'août d'un centre multi-métiers à Kinkala pour former des entrepreneurs agricoles. Les activités de pisciculture dans ce département vont également bénéficier d'un don de 2 M USD de la Chine et du PAM pour la réhabilitation de 500 étangs piscicoles et de 100 km de pistes rurales. Ces initiatives sont pertinentes dans un département fortement touché par les conflits armés qui ont sévi entre 2016 et 2018.

✉ [alban.rochard@dgtresor.gouv.fr](mailto:alban.rochard@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Côte d'Ivoire : évolution des négociations sur le prix plancher du cacao

Suite au tour de force du Ghana et de la Côte d'Ivoire sur la campagne de vente 2020/2021, les chocolatiers, industriels et négociants, ont rencontré le Conseil du Café Cacao ivoirien (CCC) et le Cocobod ghanéen, afin de trouver un accord sur le prix plancher de 2600 USD la tonne de cacao, exigé par les exportateurs. Selon un communiqué du gouvernement ivoirien, ce nouveau mécanisme « a été compris », sans qu'il n'y ait de réelle garantie que les industriels acceptent l'accord. En effet, leurs avis semblent diverger sur cette proposition et si certains groupes seraient prêts à l'accepter, d'autres exigent, avant de s'engager, plus de traçabilité sur la production de la part des exportateurs.

✉ [baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr](mailto:baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Côte d'Ivoire : incitations fiscales pour le développement de la transformation d'anacarde

L'exécutif ivoirien a adopté, en conseil des ministres, une ordonnance accordant de nouvelles incitations fiscales aux acteurs de la transformation de la noix de cajou. Ces nouveaux avantages sont notamment, une exonération des droits de douanes et de la TCA sur les achats d'équipements et de pièces de rechange pour la transformation, sur 5 ans. Ces mesures viennent s'ajouter à la prime à la transformation ainsi que l'attribution de 15% de la récolte de noix aux transformateurs locaux, dans l'objectif d'atteindre une transformation de 50% de la production d'anacarde. Pour 2019, la capacité de transformation devrait représenter 18% de la récolte attendue qui devrait augmenter à 730 000 tonnes.

✉ [baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr](mailto:baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr)

## ► Energie et matières premières

### ► Côte d'Ivoire : nouvelles connections de localités au réseau électrique

Dans le cadre du Programme national d'électrification rurale, 2 nouvelles localités viennent d'être connectées au réseau électrique. Le ministre de l'Economie et des finances a procédé, le 27 juin dernier, à la mise sous tension électrique du village Sianso-Koroni (Kabadougou) de 500 habitants. Le ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat a procédé, 2 jours plus tard, à l'inauguration du réseau électrique de la localité de Bafingdala (Touba) de 800 habitants. Pour rappel, le gouvernement ivoirien s'est donné pour objectif d'électrifier 8 528 villages d'ici à l'horizon 2025. A ce stade, 4 940 villages ont déjà été électrifiés et les 3 578 restants le seront avant fin 2025 selon les autorités.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ► Guinée : le rapport d'ITIE souligne des progrès en matière gouvernance minière

Le rapport de l'Initiative pour la transparence dans l'industrie extractive (ITIE) sur la Guinée publié en mai souligne des progrès du pays dans plusieurs domaines, dont l'enregistrement des propriétaires des titres miniers et l'intégration des sous-traitants miniers au sein du de l'ITIE. Globalement, les revenus miniers ont augmenté de 46% entre 2016 et 2017, grâce aux réformes pour redynamiser le secteur. Ce développement rapide du secteur est dû en grande partie à l'activité du consortium SMB–WINNING, dont la production en bauxite était de 31 millions de tonnes en 2017, soit un accroissement de 150% par rapport à celle de 2016. En 2018, sa production a atteint la barre des 36 millions de tonnes de bauxite.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ► Niger : la société Comini va investir 1,5 Md FCFA pour l'installation et l'exploitation d'une usine d'affinage d'or à Niamey

La Compagnie des mines du Niger (Comini) a adressé aux autorités une demande de convention d'établissement relative à l'installation et l'exploitation d'une usine d'affinage d'or à Niamey. Si cette demande était acceptée, Comini pourrait investir dans les mois à venir la somme de 1,5 Md FCFA (2,2 M EUR) dans le pays. L'entreprise s'engagerait également à exporter légalement de l'or affiné du Niger vers le marché mondial, dans le respect du devoir de diligence pour les chaînes d'approvisionnement, et à employer en priorité du personnel nigérien.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : le pays accorde 5 permis de recherche minière dans le Nord**

L'Etat a octroyé, le 26 juin dernier, 5 conventions minières pour permis de recherche de l'or et de métaux précieux dans le Nord du pays : les blocs Elmeki pour l'or et les métaux précieux, les métaux de base et substances connexes dans le Département de Tchirozérine et les 2 autres blocs de Djado et de Dissalak pour la recherche de l'or dans les Département de Bilma. Les permis Elmeki (15, 17 et 19) sont attribués à la société canadienne KunYuan qui s'engage à investir un montant minimum de 2 M USD dans les 3 prochaines années. La société Sahel Mining Niger obtient pour sa part, les permis de Djado 21 et de Dissalak 25, avec à la clé un investissement d'au moins 411 000 EUR (en 3 ans), pour chacun des permis.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : la hausse des prix du carburant entre en vigueur**

La hausse des prix du carburant est désormais effective au Sénégal depuis le 29 juin dernier. Le prix à la pompe du supercarburant passe de 1,06 à 1,18 EUR, soit une hausse de 11,5% par litre tandis que celui du gasoil a augmenté de 10% pour s'établir à 1 EUR. Un gel des prix à la pompe était fixé depuis février 2016 pour limiter les impacts des hausses des cours mondiaux sur les consommateurs. Le secrétariat permanent du comité national des hydrocarbures justifie cette augmentation par le renchérissement des cours du baril qui pèse sur la facture pétrolière. L'Etat aurait donc décidé de répercuter une partie de la hausse sur les prix à la pompe du supercarburant et du gasoil, sans répercussion sur les autres produits pétroliers.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : Réévaluation de 13 % à la hausse des réserves minières de la North Mara Gold Mine**

Selon une nouvelle évaluation de la compagnie minière *Acacia* datant de mai 2019, le gisement souterrain Gokona de la mine *North Mara Gold Mine* contient 257 millions d'onces d'or, soit un niveau 13 % plus élevé que lors de l'estimation de fin 2018. Cette réévaluation des réserves d'or s'explique par de récents forages réalisés sur les extensions Est et Ouest du gisement. Pour rappel, le gouvernement tanzanien a condamné la société *Acacia Mining* à une amende de 2,4 MUSD en mai 2019 pour la pollution induite par ses activités d'extraction dans cette mine.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## Services

### ▼ Côte d'Ivoire : lancement de la Stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) 2019-2024

Le gouvernement a procédé, le 26 juin dernier, au lancement de la SNIF 2019-2024. Cette stratégie consiste à : (i) améliorer l'accès aux services financiers des populations vulnérables et exclues du système bancaire classique, (ii) promouvoir la finance numérique, (iii) renforcer l'éducation financière et la protection des clients, (iv) adopter une réglementation évolutive permettant une supervision plus efficace, (v) élaborer un cadre fiscal et des politiques favorables à l'inclusion financière. Pour rappel, le pays s'est doté d'une Agence de promotion de l'inclusion financière (APIF) en 2018 et vise un taux d'inclusion financière de 60% à l'horizon 2024, contre 40% en 2019.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : Inauguration du vol Addis-Abeba – Marseille

Le 2 juillet 2019, la compagnie nationale Ethiopian Airlines (ET) a inauguré sa nouvelle liaison aérienne entre Bole d'Addis-Abeba et Marseille-Provence. ET propose désormais trois vols hebdomadaires via Milan Malpensa, ce qui permet de relier Marseille à plus de 60 destinations africaines grâce au hub d'Addis-Abeba. Marseille est la deuxième destination française (après Paris) et la vingtième destination européenne d'ET.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Cameroun : La compagnie aérienne nationale Camair co enregistre un nouveau boeing 737-500 dans sa flotte

La compagnie aérienne nationale Camair Co fait l'annonce de l'acquisition d'un nouvel avion Boeing 737 -500. Cette nouvelle acquisition intervient dans un contexte où les vols de la compagnie sont suspendus du fait d'une situation financière critique. Un audit de l'entreprise devrait être réalisé prochainement.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : Orange Cameroun lance le produit « Orange Energie »

La compagnie de téléphonie mobile a fait l'annonce de sa nouvelle offre le 08 juillet 2019. Elle met en vente des kits solaires qui permettront aux abonnés d'avoir accès à l'électricité pour l'éclairage et le fonctionnement de téléviseurs et Fly box Orange. Les coûts d'acquisition du kit varient entre 204 900fcfa et 378 900fcfa.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : recrutement du cabinet Enercap France comme consultant dans le cadre du projet PADG

Confronté à des difficultés financières, le groupe international Unilever va licencier 73% de son personnel, soit 19 agents sur les 26 qu'emploie sa filiale nigérienne, a annoncé le ministre nigérien de l'Industrie. La fermeture définitive de l'entreprise n'est pour l'instant pas envisagée. Anciennement connue comme la Société des produits chimiques du Niger (SPCN), créée en 1965 pour produire le célèbre savon de Marseille sous la marque Lavibel, la société a été rachetée en 2004 par la multinationale Unilever avec pour mission de produire notamment du savon, des parfums et autres dérivés chimiques destinés à la consommation des ménages et petites industries.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Guinée-Bissau : formation d'un nouveau gouvernement

Suite à l'ultimatum de la CEDEAO, le Premier ministre, Aristides Gomes, a formé un nouveau gouvernement composé de 16 ministres et de 15 secrétaires d'Etat ce 3 juillet 2019. Ce gouvernement est majoritairement composé de membres du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC). Le portefeuille de l'Économie et des finances a été confié à Geraldo Martins qui, pour rappel, a été ministre de l'Économie et des Finances du pays entre 2014 et 2015.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : Tenue du premier événement labellisé « Afrique France 2020 »

Le séminaire « Ville Durable », qui s'est tenu les 19 et 20 juin à Port-Louis à l'initiative de l'ambassade de France et du service économique régional de Nairobi, a rassemblé près de 400 participants (autorités publiques, partenaires de développement, représentants du secteur privé) tant français que malgaches et mauriciens. Les retours d'expérience des différents intervenants sur les projets urbains durables ont mis en lumière : i) l'importance de l'aspect inclusif des projets afin que chacun puisse trouver sa place au sein de la ville durable de demain, ii) la nécessité de mettre l'accent sur la formation et la coopération régionale pour un développement urbain plus soutenable. Premier événement labellisé « Afrique France 2020 », il a permis de mobiliser les acteurs du développement urbain durable au sein des îles de l'Océan Indien – Madagascar, Maurice, Comores et Seychelles – en amont du prochain sommet Afrique France qui se tiendra les 4, 5 et 6 juin 2020 à Bordeaux.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)



Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

#### Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

anne.cussac@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

#### Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

#### Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

#### AVEC LE CONCOURS DE :

